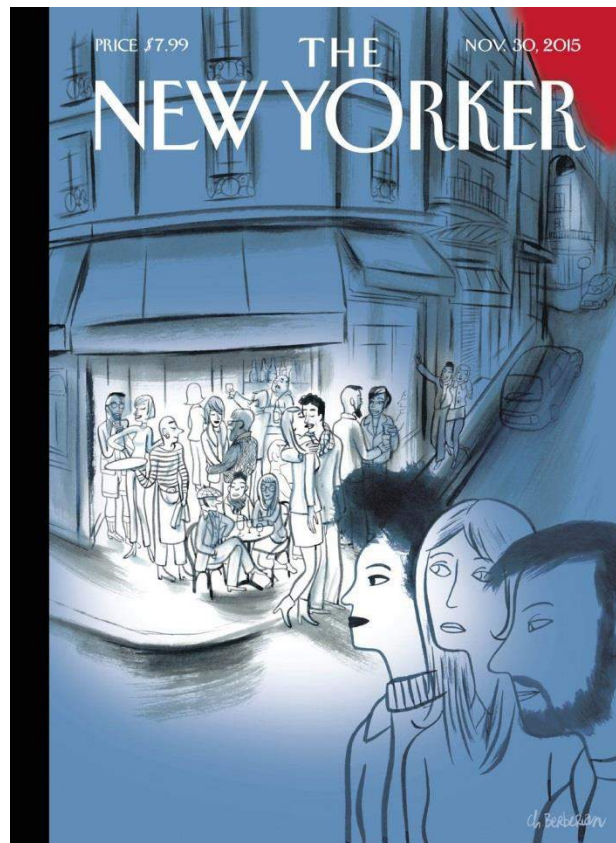


Lettre aux amis de la police (et de la gendarmerie !)

20¹⁵ / n° 8
(X^e année)



Passage à l'acte ?

Pour mémoire quelques textes de « rap » que je citais il y a quelques mois, après Charlie :

« Les colons nous l'ont mis profond
À l'envers on va leur faire
On est venu récupérer notre dû
Dans vos rues on va faire couler votre pus
Attends-toi à plus d'un attentat
Ici en France, loin des ambiances pétard 14 juillet
Microphone ouvert et nos actions s'annoncent féroces » (Lunatic)

« J'aimerais voir Paname brûler au napalm
Sous les flammes façon Vietnam [...]
J'ai envie de dégainer sur des faces de craie...
(Ministère amer)

Et pour réfléchir sur la dérive d'une génération cet article d'olivier Roy :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html

et cet autre de Paul Berman :

[*« Il n'y a pas de causes sociales au djihadisme »*](#)

Des photos pour mémoire...

[TWO STRANGERS, ONE CRY Paris, Friday 13 November 2015 By Olaf Sztaba](#)
// [STEVE HUFF PHOTOS](#)

TWO STRANGERS, ONE CRY Paris, Friday 13 November 2015 By Olaf Sztaba First, there was shock, disbelief and numbness. Then there was a fierce anger and the urge to talk, but no words came out. I did what I usually do in such moments of deep sadness. I decided to act in the best way I [..READ MORE..](#)

Le témoignage du commissaire de la BAC, premier policier arrivé au Bataclan :

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/12/15/01016-20151215ARTFIG00072-le-temoignage-glacant-du-premier-policier-a-avoir-penetre-dans-le-bataclan.php>

Le témoignage du chef de l'Identité Judiciaire

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/12/17/01016-20151217ARTFIG00306-les-policiers-de-l-identite-judiciaire-face-aux-fantomes-du-bataclan.php>

Sur l'enquête et ses méthodes :

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/12/17/01016-20151217ARTFIG00379-bataclan-une-bande-son-glacante-de-l-attaque-etudiee-par-la-justice.php>

■ État d'urgence / crainte (fantasme ?) de « dictature »

État d'urgence & contrôle parlementaire

Jean-Jacques Urvoas | 2 décembre 2015

Note sur le contrôle parlementaire des mesures prises pendant l'état d'urgence
Lors de l'examen parlementaire de la loi prorogeant l'état d'urgence, la Commission des Lois a unanimement adopté un amendement créant un nouvel article 4-1 dans la loi de 1955 installant le Parlement comme autorité de contrôle durant toute la durée de l'état d'urgence. Par la suite, l'Assemblée nationale et le Sénat ont conforté cette perspective.

L'ambition était ainsi de conférer au Parlement un pouvoir de contrôle étroit et constant sur les mesures adoptées et appliquées par l'exécutif en ce temps de crise. Sur ce chemin démocratique, le Premier ministre, ainsi que le ministre de l'Intérieur ont d'ores et déjà pris l'initiative de renouveler avec la voie qui a été partiellement tracée par Michel Rocard dans un autre contexte puisqu'il s'agissait alors de la Guerre du Golfe, en recevant les présidents des groupes politiques des deux chambres pour leur exposer les manœuvres opérées.

Guy Carcassonne soulignait qu'« il ne suffit pas de donner des pouvoirs à l'Assemblée, encore faut-il que les députés qui les exercent ». Aussi, je vous propose aujourd'hui une architecture de contrôle parlementaire ambitieuse et inédite.

Avec Jean-Frédéric Poisson, vice-président de la Commission des lois et co-rapporteur d'application du texte prorogeant l'état d'urgence, nous allons mobiliser ainsi tous les pouvoirs mis à la disposition des parlementaires, tant ceux créés par la loi de 1955 que ceux prévus dans le règlement de l'Assemblée nationale, pour qu'un contrôle effectif et permanent des mesures prises pendant l'état d'urgence soit exercé.

Ainsi, pour la première fois depuis le début de la Vème République, la commission des Lois va se voir doter des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête, ainsi que le permet l'article 5 ter de l'ordonnance de novembre 1958.

1. L'organisation des travaux

Les deux rapporteurs chargés de ce suivi auront ainsi la faculté d'exercer « leur mission sur pièces et sur place. Tous les renseignements de nature à faciliter cette mission doivent leur être fournis. Ils sont habilités à se faire communiquer tous documents de service ».

La commission des lois leur donnera mandat pour que les informations qu'ils jugeront utiles de diffuser sur le sujet soient publiées « au fil de l'eau », après consultation des services enquêteurs. Cela permettra de nourrir chaque semaine en données statistiques un espace dédié sur le site internet de l'Assemblée et, toutes les trois semaines, de réaliser une communication de synthèse devant la commission.

2. Contenu de la démarche de contrôle

a) Objectif poursuivi

Le contrôle parlementaire se veut innovant. Sans préjudice du travail classique d'analyse a posteriori de l'action du Gouvernement qui conduira à en dresser le bilan, il consistera à mettre en place une veille parlementaire continue tout au long des trois mois. Quoique concomitante de l'action des pouvoirs publics, il s'agira donc de favoriser, en temps réel, le regard de l'Assemblée sur les services auxquels ont été consentis temporairement des pouvoirs particuliers et ainsi prévenir, le cas échéant, tout risque d'abus.

Ce mode opératoire permettra ainsi à la commission des Lois d'évaluer la pertinence de l'application de l'état d'urgence, en délivrant une analyse technique et statistique complète ainsi qu'objective des procédures mises en œuvre, en évaluant les bénéfices retirés (sécurité publique, procédures judiciaires, renseignement) des mesures exceptionnelles, et en adressant, le cas échéant, des préconisations au Gouvernement dans le but, soit de renforcer l'efficacité du dispositif, soit de mieux garantir les libertés publiques.

b) Méthode proposée

Le contrôle conjuguera un suivi hebdomadaire de données relatives à la mise en œuvre de l'état d'urgence et une réflexion plus approfondie sur certaines thématiques.

Ainsi, dès l'entrée en vigueur du dispositif, cinq tableaux de bord thématiques seront institués et actualisés chaque semaine, grâce à une remontée quotidienne d'informations fournies par les ministères de l'Intérieur et de la Justice : le suivi des procédures exceptionnelles de l'état d'urgence, leurs suites judiciaires, leurs suites administratives, les recours intentés contre elles ou contre leurs suites, et le suivi par la presse de l'état d'urgence.

En complément de ce suivi hebdomadaire et grâce aux données ainsi collectées, le contrôle sera complété, à partir du début du mois de décembre, par un travail d'enquête et d'information portant sur plusieurs thématiques déterminées en fonction des premières analyses des données fournies. Les outils de travail habituels d'une commission d'enquête seront alors mobilisés : auditions, demandes de pièces, contrôles sur place et/ou déplacements sur certaines zones, envois de questionnaires, etc.

Enfin, directement sollicité, le Défenseur des droits a accepté de mettre en alerte ses 397 délégués territoriaux afin de transmettre des informations utiles à la commission. Ceux-ci recevront les éventuelles réclamations des citoyens concernés par une mesure et communiqueront les éléments indispensables à une exploitation (date et heure des faits, lieu des faits, description précise et chronologique des faits, précisions sur les démarches éventuellement entreprises préalablement par le réclamant et suites données...).

Parallèlement, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a été contactée pour conduire un travail de sensibilisation auprès des associations représentées en son sein pour, là encore, faire parvenir aux rapporteurs tous les éléments qu'elles pourraient juger opportuns.

Enfin, évidemment les parlementaires – qui devraient être régulièrement informés par les préfets comme le ministre de l'Intérieur en a accepté le principe – auront la faculté de faire remonter des observations.

3. Le calendrier des travaux

Les travaux se poursuivront tout au long du mois de janvier et intégreront, à la fin de la période, une audition du ministre de l'Intérieur.

Le bilan prendra la forme d'un rapport définitif susceptible d'être débattu à l'occasion d'une séance dédiée dans le cadre d'une semaine de l'Assemblée nationale consacrée au contrôle parlementaire.

Eléments demandés pour la perquisition administrative

Date et Heure de début

Adresse, code postal

Nature du local : par destination, afin d'isoler les locaux professionnels, d'habitation, etc.

Autorité décisionnaire : service demandeur

Origine du ciblage : il s'agit de déterminer l'élément déclencheur de la perquisition. Dans le cas où celui-ci est une demande ou une information émanant d'un service (de sécurité ou de renseignement), il convient de préciser lequel. Si la décision fait suite à un témoignage, à une audition, à une précédente perquisition ou à l'exploitation des techniques de renseignement ou de données numériques saisies, il convient également de le préciser.

Unité en charge et effectif mobilisé

Saisie : si oui, préciser.

Exploitation de données numériques : dans le cas où du matériel informatique est saisi, ou non

Personne présente : il s'agit notamment de préciser le lien de la personne non seulement avec le local, mais aussi avec l'enquête en cours (préciser laquelle).

Infraction relevée

Eléments demandés pour l'assignation à résidence :

Date et Heure de début

Plage horaire d'assignation à résidence

Nombre de pointages prévus

Adresse

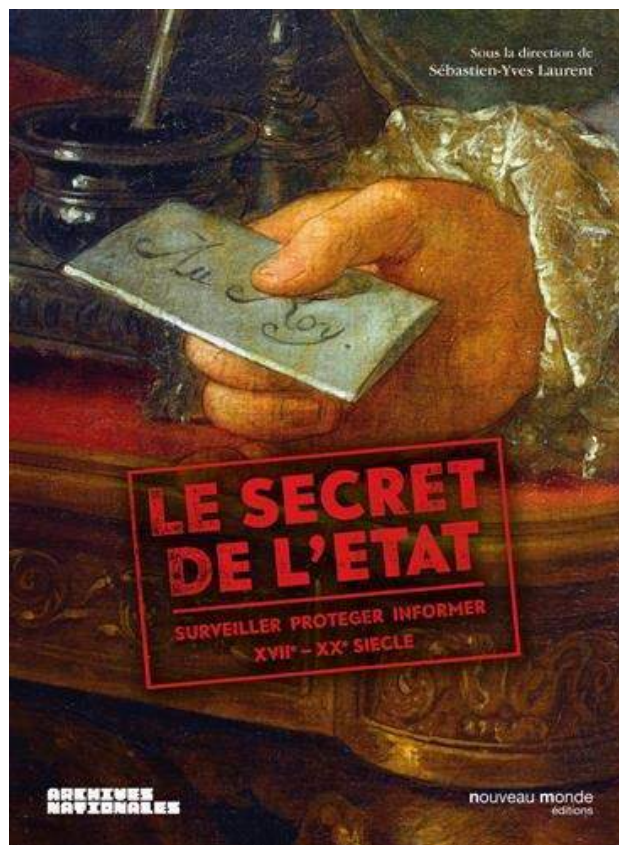
Code postal
Lieu de l'assignation (notamment si autre que domicile)
Autorité décisionnaire : service demandeur
Origine du ciblage
Unité en charge et effectif mobilisé
Motifs invoqués
Bénéfices induits

OUVRAGES & Articles :

■ *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer, XVIIe-XXe siècle.*
Paris, Archives Nationales & Nouveau Monde éditions, 2015, 26 Euros.

Ce beau livre à tous les sens du terme est édité à l'occasion de l'exposition du même titre organisée par les Archives nationales en leur hôtel de Soubise jusqu'à la fin du mois de février.

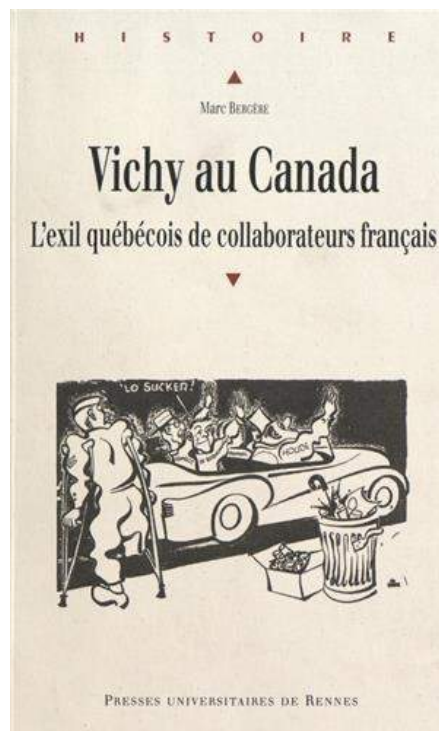
Sous la responsabilité scientifique de Sébastien Laurent et la direction éditoriale de Pierre Fournié, ce très bel ouvrage enrichi d'une iconographie soignée et de très grande qualité, réunit cinq contributions fort intéressantes qui complètent ou prolongent le propos et le contenu de l'exposition sur la période moderne, napoléonienne, contemporaine, suivies d'une réflexion sur les archives et l'emprise du secret d'État.



Présentation éditeur :

Depuis l'Ancien Régime, l'État français développe une activité croissante de renseignement intérieur et extérieur, qui lui permet de s'affirmer sur la scène internationale et protéger l'information nécessaire à son action. Ce Secret de l'Etat est diplomatique, policier et militaire. Il entre aujourd'hui en collision avec l'impératif démocratique de transparence et l'espionnage de masse : comment conserver des secrets à l'ère Snowden ? Du chevalier d'Eon aux services secrets de la République, cet ouvrage abondamment illustré bouscule les lieux communs en retraçant l'évolution des différents organes d'espionnage et de contre-espionnage, en présentant les lieux réservés du pouvoir et en exposant les techniques singulières du renseignement. Dans ce livre, publié à l'occasion de l'exposition présentée aux Archives nationales du 4 novembre 2015 au 28 février 2016, des spécialistes lèvent le voile sur un monde souvent fantasmé, ouvrent des fonds d'archives méconnus et présentent des textes et des objets exceptionnels qui jalonnent cette histoire de l'ombre.

■ Marc Bergère, *Vichy au Canada : L'exil québécois de collaborateurs français*. Rennes, PUR, 2015.



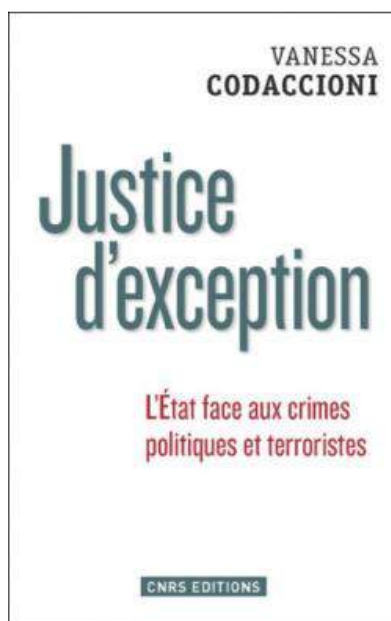
Un travail bienvenu fondé sur une recherche extrêmement fouillée sur un sujet bien oublié et par la mémoire sociale et par la recherche

historique : l'exil au Canada d'un certain nombre de collaborateurs ou de personnages très impliqués dans l'état français et ses différentes institutions et organisations : Milice ou autres. Les problèmes diplomatiques, politiques posés par l'accueil au Canada de personnalités encombrantes notamment condamnées par contumace par la Justice française montrent l'écho outre atlantique d'une épuration présentée comme un bain de sang et met au jour des réseaux, des connexions parfois inattendues.

Présentation éditeur :

Après-guerre, des miliciens compromis en France sous l'Occupation se sont réfugiés au Québec pour fuir l'épuration. Moins que leur nombre, c'est l'écho de leur présence dans la société québécoise qui surprend. En effet, l'ampleur de la mobilisation politique et sociale à leur sujet fut telle que l'on a pu parler à juste titre d'une «affaire Bernonville», du nom du plus connu d'entre eux. Dès lors, centré sur cette «affaire des réfugiés politiques français» qui fit grand bruit au Canada entre 1948 et 1951, le livre propose tout à la fois un retour sur l'événement, sa mémoire et l'écriture de son histoire. Il offre ainsi une histoire connectée entre la France et le Canada français. Cette histoire d'exil de collaborateurs français est également une histoire d'entraide aux «victimes de l'épuration», non sans passerelles et passeurs entre pays de départ et pays d'accueil. Une histoire de circulation d'hommes et d'idées qui croise anciens et nouveaux réseaux au cœur d'une nébuleuse néo-Vichyste. Ce faisant, *Après-Vichy*, tout en contribuant à une histoire internationale de l'épuration en France, interroge aussi ce que sortir d'une guerre veut dire.

■ Vanessa Codaccioni, *Justice d'exception. L'Etat face aux crimes politiques et terroristes*, CNRS éditions, 2015.



Bas du formulaire

Qu'ont en commun d'anciens collaborateurs qui ont fui la France à la Libération, des activistes de l'OAS, des espions soviétiques, des gauchistes de Mai 68 et de la Gauche prolétarienne, des autonomistes corses, basques et bretons ou des membres d'Action Directe ? D'avoir été jugés par la Cour de sûreté de l'État, une juridiction d'exception créée par le général de Gaulle à la fin de la guerre d'Algérie et supprimée par François Mitterrand au début de son premier septennat.

Siégeant pendant dix-huit ans et réservant à des milliers de militants un traitement radical et spécifique, comme les gardes à vue prolongées, les arrestations de nuit, le jugement par des militaires ou les examens psychiatriques, elle illustre une tradition française de justice politique. Or, ces dispositions contre les « ennemis intérieurs » ne disparaissent pas en 1981 et sont progressivement réintégrées dans l'arsenal sécuritaire pour constituer le socle de la lutte antiterroriste. De la répression de l'OAS au jugement des « malfaiteurs terroristes » par une justice dérogatoire au droit commun aujourd'hui, c'est toute la généalogie de l'antiterrorisme que ce livre retrace.

Par cet ouvrage passionnant qui s'appuie sur des archives inédites, Vanessa Codaccioni interroge la manière dont l'État fait face aux crimes politiques et terroristes depuis les débuts de la Ve République. Mais elle engage une réflexion plus générale sur les frontières, toujours ténues,

entre justice ordinaire et justice politique, et sur l'utilisation de dispositifs d'exception en régime démocratique.

■ Timothy Snyder ***Black Earth: The Holocaust as History and Warning***, Tim Duggan Books, 462 pp., \$30.00

A New Vision of the Holocaust

Christopher R. Browning

OCTOBER 8, 2015 ISSUE



Art Gallery of Ontario, Toronto

A woman in the Jewish ghetto of Lodz, Poland, 1940–1944; from *Memory Unearthed: The Lodz Ghetto Photographs* of Henryk Ross, edited by Maia-Mari Sutnik, published by the Art Gallery of Ontario, and distributed by Yale University Press

How does Timothy Snyder's *Black Earth: The Holocaust as History and Warning* differ from previous histories of the Holocaust? Like many other historians, Snyder begins with a careful analysis of Hitler and his ideology, but he is not concerned with the broader, long-term context of German and European culture and the anti-Semitic tradition that provided the milieu in which Hitler's views found resonance. His geographical focus, as in his previous book *Bloodlands* (2010), is on Eastern Europe, rather than Germany. His political focus is first on East European diplomacy, then Soviet and Nazi policies of occupation and state destruction, rather than on Nazi decision-making and Jewish policy per se. The people at the center of his story are less often German perpetrators and Jewish victims and more often East European collaborators and various kinds of rescuers. And to a far greater extent than any other historians who have tackled this subject, Snyder is explicitly concerned with the lessons of the Holocaust and warnings for the future.

Snyder begins by setting out what he dubs "Hitler's portrait of a planetary ecosystem." Races were real, different, and unequal, and they competed in a zero-sum game for the planet's limited resources (land and food). For Germans to live and live well (what Snyder considers the two meanings of the

word *Lebensraum*), others races—which at this particular time meant for Hitler the Slavs of Eastern Europe—had to be defeated, displaced, and decimated.

The Jews, on the other hand, were not another race competing in the zero-sum game for *Lebensraum* decreed by the law of nature, but a subhuman pestilence or unnatural nonrace that threatened nature at large and Germans in particular by spreading the ideas of ethics, conscience, and common humanity. Such ideas subverted every race's capacity to wage the inexorable, no-holds-barred racial struggle necessary for survival. The eternal Jewish conspiracy of humanitarianism and morality manifested itself in various pernicious forms throughout history, such as Christianity's "love thy neighbor." (To this one should add Liberalism's "equality before the law.") Above all Snyder focuses on Hitler's obsession (shared by many others) with the twentieth-century manifestation of the Jewish danger in the form of Judeo-Bolshevism.

For Snyder, therefore, Hitler's ultimate vision of an attack upon the Soviet Union would combine a "victorious colonial war against Slavs with a glorious anti-colonial struggle against the Jews." In this way "a single attack on a single state, the Soviet Union, could solve all the problems of the Germans at the same time," as Germany would both "win an empire and restore the planet." Then, illogically and unpersuasively in my opinion, Snyder argues for the temporal primacy of the anti-Slav war. "If the [colonial] war was won, Jews could be eliminated as convenient. If Germans were somehow held back by inferior Slavs, then Jews would bear the consequence." I will return later to this interpretation of the immediate origins of the Final Solution as a reaction to or consolation prize for the failure of Operation Barbarossa.

The path that Hitler actually took to the attack upon the Soviet Union was not, however, the one he expected. Both Poland and Germany wanted to expand their territories. (Poland joined Nazi Germany in making demands upon Czechoslovakia in 1938—for the Sudetenland and Teschen respectively.) Both were anti-Communist. (Poland had fought a successful war against the Soviet Union between 1919 and 1921 and thereby had taken over former tsarist territories with Ukrainian and Byelorussian majorities.) And both wanted to be rid of their Jewish populations. The post-Pilsudski regime in Poland after 1935 had a goal of 90 percent Jewish emigration.

Thus Hitler presumed there was common ground for a joint German-Polish campaign against the Soviet Union. But Hitler did not understand that while Germany had a "recolonial" agenda, Poland was a "decolonial" power that owed its existence to the collapse of empires and the establishment of nation-states in Eastern Europe. Poland understood that it could survive as an independent nation-state only by preserving the status quo, and thus rejected Hitler's alliance offers that inevitably would have reduced Poland to the status of a subordinate satellite.

In what is perhaps the most unusual feature of a book on the Holocaust, Snyder devotes many pages to Poland, Zionism, and Palestine. He argues that Poland envisaged solving its own Jewish problem not through alliance with Nazi Germany but rather through promoting Revisionist Zionism. Through financing, training, and arming Betar—a paramilitary youth organization of the right-wing Revisionist Zionists—for a policy of resistance and terror against the British Mandate (in line with Poland's decolonial position), the Polish regime hoped for the creation of a Jewish state that would open up Palestine for large-scale Jewish emigration from Poland. The Irgun (led by Menachem Begin) and its fringe splinter group Lehi (led by Avraham Stern and Yitzhak Shamir)—the mainstays of the future Likud Party—cannot be understood outside their Polish origins, Snyder argues.

More controversial will be the parallel Snyder draws between Ukrainian nationalists and Lehi. Like "fringe" Ukrainian nationalists who hoped to obtain Ukrainian statehood through ties with Nazi

Germany, Snyder argues, Lehi eventually succumbed to the temptation to sound out Nazi Germany on the possibility of cooperation based on their shared goal of getting Jews out of Europe and their shared “totalitarian” worldviews. It should be noted that while there is no record of a German reply to this pathetic and deluded feeler by Lehi, the Nazis’ exploitation of Ukrainian hopes for statehood was horrifically successful.

Following the final Polish rejection of his alliance offers in January 1939, Hitler resolved to attack Poland instead. To isolate Poland beforehand, Hitler took the occasion of his January 30 Reichstag speech to threaten those he presumed to be the Jewish wire-pullers controlling the major powers. Specifically, he warned that a new world war (as opposed to a local conflict between Germany and Poland) would result in the destruction of the Jewish race in Europe. Since these presumed Jewish wire-pullers had no existence outside Hitler’s own imagination, his threat had no resonance.

His destruction of the remaining Czechoslovak state in March produced just the opposite effect in the form of a French and British guarantee to defend Poland. Hitler had to improvise the nonaggression pact of August 1939 with the Soviet Union, temporarily conceding a large swath of Eastern Europe to Stalin, with the result that the two dictatorships could unleash their mutual attack upon Poland and bring about its partition and destruction.

Snyder stipulates that “minorities depend the most on the protection of the state and upon the rule of law,” and thus the fateful consequences of state destruction for the Jews of Europe is the major theme of his book. The Nazi destruction of Austria in 1938 provided a hint of things to come. The Nazis found large numbers of locals eager to carry out rituals of humiliation that confirmed the Jews’ new helplessness, and the total expropriation and accelerated expulsion of Austrian Jews quickly followed.

With the extinction of the Polish state in 1939, “the true Nazi revolution had begun.” Forcing the Jews into ghettos facilitated the theft of the Jewish property that Germans wanted, but it also gave a signal to impoverished Poles that they could steal whatever remained. The Germans created a situation that Snyder calls “relative deprivation,” in which “Polish theft of Jewish property did not make Poles allies of the Germans, but it did make them seek to justify what they had done and tend to support any policy that kept the Jews from regaining what had been theirs.” Moreover, the last surviving fragments of the Polish state—the local police and local administration—were “now unmoored from previous law and tradition” and made “responsible for the implementation of German racial policies.”

If the German occupation and destruction of the state in western Poland “opened a realm of experimentation” ominous for the Jews, the “double occupation” and “double destruction of states” in eastern Poland, Estonia, Latvia, Lithuania, and Bessarabia—first by the Soviet Union in 1939–1940 and then by Germany in 1941—was even more fateful. This region was, of course, the epicenter of Snyder’s “bloodlands,” where mass killing was concentrated. In his new book, it is the region where the Holocaust began, in large part because of the apt conditions that the Stalinist occupation created for the subsequent Nazi occupation to exploit. Psychologically, the Soviet occupation generated feelings of shame and resentment in Eastern Europeans. “Jews were never the majority of local collaborators” with the Soviets. They had “never held real power” in areas occupied by the Soviets, and in reality had “suffered as much or more than any other group under Soviet rule” from disproportionate confiscations and deportations. Yet the Jews necessarily saw the Soviets as “the lesser evil” and this made them “collectively vulnerable” for acts of revenge.

Economically, the Soviet seizure of all private property left Jewish property in particular up for grabs when the Germans arrived. Politically, pervasive local collaboration by non-Jews with the Soviet authorities could be erased by an act of “double collaboration.” That is, the German collaborative

offer was that local populations could cleanse their own past by cleansing their communities of the Jews.

The murder of the Jews was thus, Snyder writes, a “joint creation” of “the greater evil,” the basis for which was laid in three stages. First, the rituals of humiliation and degradation of Jews by the local populations were “a political scenography by which the local population performed Nazi ideology,” publicly defining communism as Jewish and thereby exonerating themselves from their own behavior under Soviet occupation. Second, pogroms that were “anything but a spontaneous reaction” were instigated by Germans with the help of local ex-Communists and former Soviet collaborators who provided themselves with “the perfect escape route” to purge themselves of the stain of their previous collaboration by killing Jews.

Third, while the Germans came “to understand that pogroms were not an effective way to eliminate Jews,” they were “an appropriate way to find murderers who could be recruited for organized actions.” The Arajs Commando in Latvia, an auxiliary police force, became the most notorious example of many such local units, killing or assisting in the killing of 40,000 of the country’s 66,000 Jews.

While Snyder pays attention to differences among eastern Poland, western and eastern Ukraine, Belarus, Lithuania, Latvia, Estonia, and German-occupied Russian territory, he makes several crucial generalizations. First, he writes that indigenous anti-Semitism did not correlate with local killing. The fatality rates in Lithuania, Latvia, and Estonia, where the anti-Semitic tradition was weak, were just as high as in eastern Poland or the western Ukraine, where it was strong.

Second, collaboration in mass killing of Jews may have begun in the zone of double occupation, but it was not restricted to the borderland nationalities living there. “The Germans were aided in their campaign of murder by members of all Soviet nationalities they encountered,” for everywhere the Germans encountered a local appetite for Jewish property and above all the need to cleanse a Soviet past. “The politics of the greater evil meant proclaiming the destruction of Jewish communism while arranging for communists to kill Jews.”

This phenomenon of double collaboration, therefore, “was the rule rather than the exception.” If in *Bloodlands* the local populations in much of Eastern Europe seemed like rather passive figures struggling to survive between the millstones of Hitler and Stalin, in *Black Earth* their agency and agendas have been restored.

In my opinion this stark picture needs to be qualified in several ways. First, not all rituals of humiliation were a “political scenography” that “performed Nazi ideology.” In some rural areas of Lithuania, for instance, local rituals of humiliation featured older Christian anti-Jewish motives, indicating a more complex situation in which the successive arrival of the Soviets and the Nazis rendered older tensions and divisions lethal for the first time, but local populations did not entirely lose their own voices.¹

Second, the possibility of erasing a Soviet past may have been an important aspect in Nazi recruitment (as suggested also by the historian and sociologist Jan Gross), but it was not the only one. The earliest recruits to the Arajs Commando, for instance, were Viktor Arajs’s fraternity brothers and friends as well as teenagers from families victimized by the Soviet deportations. Subsequently the Arajs group recruited from all ranks of society.² And in the two trials of Ukrainian collaborators for which I served as a historical expert witness, neither defendant had served the Soviets first. Here Snyder has mistaken the part for the whole.

Unlike many historians, Snyder does not give much attention to the twists and turns of Nazi decision- and policy- making.³ He rightly points out that into the spring of 1942, the Nazis had starved far more Slavs—especially in the POW camps—than they had shot Jews. But I think he is incorrect in arguing that the faltering campaign on the eastern front and the Japanese attack on Pearl Harbor, presenting Germany with a prolonged world war, “allowed” Hitler to “slip” from a colonial war to a war for the planetary annihilation of the Jews. In this view, argued most articulately by Christian Gerlach,⁴ the Final Solution was the product of Nazi military failure and frustration, dating to Pearl Harbor and the Red Army counterattack defending Moscow in December 1941. I have argued, in contrast, that the key tipping point toward the Final Solution occurred in the setting of premature euphoria about their likely victory among the Nazi leaders, dating to the previous September and October.

During these two fateful months, when the Germans experienced an unbroken string of military successes that raised the prospect once again of imminent victory, a cluster of ominous developments took place. The Nazis experimented with three methods of mass killing by poison gas (carbon monoxide in either sealed trucks or sealed huts and the fumigant Zyklon B). A number of places were considered as sites for using poison gas, and three were initially selected at Belzec (where camp construction began on November 1), Chelmno, and Mogilev (the crematoria ovens ordered for that camp were eventually shipped to Birkenau instead).

Hitler reversed his previous position and approved the deportation of Jews from the Third Reich to Eastern Europe, which began on October 15. On October 23, Adolf Eichmann met with his “Jewish experts” in Berlin, and one attendee immediately informed a friend that “in the near future many of the Jewish vermin will be exterminated through special measures.” A Spanish government request to remove Spanish Jews from German-occupied France to Spanish Morocco was rejected on the grounds that “these Jews would also be too much out of the direct reach of the measures for a basic solution to the Jewish Question.” On October 23, 1941, all further Jewish emigration was forbidden, reversing the previous policy of trying to expel Jews from the Third Reich by whatever path. And frustrated German authorities in Serbia were assured that the Jewish women and children left behind after the army shot all the male Jews would not be a permanent burden, for

as soon as the technical possibility exists within the framework of a total solution to the Jewish question, the Jews will be deported...to the reception camps in the east.⁵

Hitler himself was unusually unguarded in statements made in the third week of October. To Fritz Sauckel and Fritz Todt, both high officials, he noted that the native populations in the east would be treated “as Indians” and “sifted,” while “we are getting rid of the destructive Jews entirely.” And to Himmler, just returned from announcing plans for the construction of gas chambers at Mogilev, he proclaimed; “It is good when the terror precedes us that we are exterminating the Jews.”⁶ In short, I would argue that by late October 1941 a vision had already crystallized for deporting *all* European Jews (even Spanish Jews in France and Jewish women and children in Belgrade) to camps in the east and exterminating them “through special measures”—that is, poison gas.

Such an interpretation is both more in accord with the evidence and more consistent with Snyder’s own portrayal of Hitler’s views on the Jews’ role in history. It is also in line with the pattern of past behavior, when Nazi Jewish policy was radicalized at successive peaks of victory. In September 1939, once he was sure that Stalin had kept his commitment and the French had stayed put behind the Maginot Line, Hitler approved a drastic demographic reordering of Poland, including the ethnic cleansing of Polish and German Jews, who were to be expelled to the Lublin Reservation. In late May 1940, with the best units of the Allied armies trapped on the beaches of Dunkirk and the fall of France in sight, Hitler approved the Madagascar Plan for the expulsion of all Jews from Europe. In mid-July

1941, when the collapse of the Soviet Union seemed imminent, the *Einsatzgruppen* were reinforced by a dozen police battalions and two SS brigades, and the formation of native auxiliary police units was approved. By August, large-scale massacres that now also targeted Jewish women and children had begun.

The systematic mass murder of Soviet Jewry by the Nazis was underway. And in October 1941, flush with the encirclement of Leningrad, the capture of Kiev, and the breakthrough on the central front at Vyazma and Bryansk, Hitler extended the Final Solution to the rest of European Jewry, to be accomplished through deportation eastward to camps that were to be built and equipped with poison gas facilities. The Final Solution was not Hitler's consolation prize for military disappointment; it was yet another radicalization of Nazi Jewish policy spurred by mistaken victory euphoria.

Beyond Eastern Europe Snyder's treatment is much briefer and focused on three points. The first is the "Auschwitz paradox." Though Auschwitz has become the most prominent and "convenient" symbol of the Holocaust, paradoxically more than half the Jews the Nazis intended to be murdered there survived, because they never boarded a train to take them there. Second, they avoided deportation, Snyder writes, because in these regions state destruction was not complete, unlike in Eastern Europe. Dependent satellites (Slovakia, Croatia), conquered states (France, Netherlands, Belgium, Denmark, Norway, Yugoslavia, and Greece), and allied states (Italy, Hungary, Bulgaria, and Romania) all retained varying degrees of sovereignty that shielded Jews to some extent from unfettered German power (although the Romanians and Croats eliminated many Jews on their own). Third, the aspects of sovereignty that protected Jews were both the capacity to make foreign policy and the preservation of citizenship and bureaucracy.

Much of this is in line with the consensus of Holocaust historiography, particularly that Jewish fatality rates correlated most closely with the degree of German power and control and expectation of German victory, and correlated only imperfectly with degrees of indigenous anti-Semitism. However, because scholars from Raul Hilberg and H.G. Adler to Zygmunt Baumann have emphasized the lethality of modern bureaucracy in Nazi hands, Snyder is offering a consciously contrarian view when he argues that it was not bureaucracy but the "removal of bureaucracy" or deportation of Jews to "bureaucracy-free zones in the East" that was fatal. This strikes me as a false dichotomy, in that it was a bureaucratically empowered Nazi state that destroyed other states, stripped Jews of their citizenship and other rights, organized the deportations, and staffed the stateless zones where the killing took place.

One of the most unusual features of *Black Earth* is Snyder's devoting no fewer than three chapters (some 20 percent of the text) to aspects of Holocaust rescue. In fact, while he sketches out the spectrum of people and institutions involved and the variety of ways in which they sometimes saved lives, these chapters more often convey complexities and ambiguities rather than uplifting and hagiographic tales of exemplary altruism.

In Snyder's telling, for instance, the Japanese consul in Kaunas, Lithuania, Chiune Sugihara, worked with Polish agents to create a Japanese transit visa scheme to rescue endangered Poles who had fled to Lithuania. In practice two thirds of those who used this visa scheme turned out to be Polish Jews, thanks to Sugihara, though that had not been the original purpose of the Poles who helped devise the scheme.

In another instance Izrael Pińczuk saved himself by joining the Soviet partisans, but then had to recruit local Ukrainians who had previously robbed and killed Jews. The priority of the Soviet

partisans was neither Jewish rescue nor Holocaust justice but victory over the Germans. For Snyder, “rescue was usually grey.”

Many people have a notorious record of selectively remembering and forgetting the past, of appropriating and distorting history, and thereby using and abusing history for their own purposes. Any attempt to draw lessons and to issue “warnings” from any historical event is a perilous venture. In view of this record, such lessons and warnings drawn from history usually are more revealing of the mind and current agenda of the admonisher than a sober and objective reflection about the past. The temptation to exploit the moral authority of the Holocaust or the stigmatizing power of an analogy with Nazism makes these topics particularly susceptible to moralizing.² In popular culture there is even a term—“Godwin’s law”—for the near inevitability that virtually any online argument will eventually lead to the use of an analogy involving Nazis or Hitler. Given the difficulties of deducing warnings from the Holocaust, how does Snyder’s bold venture onto this terrain fare?

Snyder notes that in the postwar period of the Green Revolution, the world enjoyed a brief respite from food scarcity and experienced a growing stability of states providing the protection of citizenship. In such a historical setting, the world of Hitler can seem distant and even irrelevant. But with the waning of the Green Revolution and the rising threat to food, water, and inhabitable land posed by climate change, Snyder envisages numerous possible scenarios of catastrophe around the world that could make Hitler’s worldview of struggle for survival in a zero-sum ecosystem relevant again.

Most interesting in my opinion is his assertion that serious misunderstandings “underlay an American myth of the Holocaust,” above all that it was the product of the “overweening” and “all-powerful” state, so that “the weakening of state authority appears salutary.” Snyder dismisses both the left-wing version of this myth (the overweening state as an expression of modern society, Enlightenment hubris, and the drive for practical mastery) and the right-wing version (the regulatory, welfare state as inherently tyrannical). In contrast, he argues, “the state is for the recognition, endorsement, and protection of rights,” and the Holocaust was made possible by the destruction of states. He advocates for a liberal, pluralistic society as well as for science unfettered by politicalization and denial in order to deal with climate change, propositions with which I readily agree.

But I think his view of the state again needs qualification. While the preservation of rights may require an effective state, it is not always the case that the state protects its citizens’ rights. It is no myth that the destruction of states and rights in Europe, and of the lives of European Jews, was indeed carried out by an “overweening” state, Nazi Germany. To dismiss it as a “mutation” of a state, as does Snyder, is simply a semantic dodge. What is crucial here is the preservation of states that maintain political cultures based on human rights, democratic political processes, and constitutional limitations, not the preservation of states for their own sake. That is a proposition sensibly advocated long before the Holocaust.

1. 1

See T. Fielder Valone, “Destroying the Ties That Bind: Rituals of Humiliation and the Holocaust in Provincial Lithuania,” *Traces: The UNC–Chapel Hill Journal of History*, Vol. 1, No. 1 (Spring 2012). [↵](#)

2. 2 See Richards Olafs Plavnieks, “Nazi Collaborators on Trial During the Cold War: The Cases Against Viktors Arajs and the Latvian Auxiliary Security Police,” Ph.D. dissertation, University of North Carolina at Chapel Hill, 2013; Andrew Ezergailis, *The Holocaust in Latvia, 1914–1944: The Missing Center* (Riga: Historical Institute of Latvia, 1996). [↵](#)

3. ³See Peter Longerich, *Holocaust: The Nazi Persecution and Murder of the Jews* (Oxford University Press, 2010); Christopher R. Browning, *The Origins of the Final Solution: The Evolution of Nazi Jewish Policy, September 1939–March 1942* (University of Nebraska Press, 2004). [↵](#)
4. ⁴Christian Gerlach, “The Wannsee Conference, the Fate of German Jews, and Hitler’s Decision in Principle to Exterminate All European Jews,” *The Journal of Modern History*, Vol. 70, No. 4 (December 1998). [↵](#)
5. ⁵Browning, *Origins of the Final Solution*, pp. 368–369. [↵](#)
6. ⁶*Monologe im Führerhauptquartier 1941–1944: Die Aufzeichnungen Heinrich Heims*, edited by Werner Jochmann (Hamburg: Albrecht Knaus, 1980), pp. 90–91 (entry of October 17) and p. 106 (entry of October 25, 1941). [↵](#)
7. ⁷For admonitions against using the Holocaust as a source of and authority for “lessons,” see: Michael R. Marrus, “‘Lessons’ of the Holocaust and the Ceaseless Discordant Search for Meaning,” in *Holocaust Scholarship: Personal Trajectories and Professional Interpretations*, edited by Christopher R. Browning, Susannah Heschel, Michael R. Marrus, and Milton Shain (Palgrave Macmillan, 2015). [↵](#)

■ Pierre Brulé, *Les Sens du poil (grec)*. Paris, Les Belles Lettres, 35 Euros.

Ainsi donc il existe des universitaires émérites et érudits qui peuvent écrire une somme savante avec humour.

C’était mon premier contact avec l’archéo-capillologie, et j’en redemande. Je vous recommande cette histoire décoiffante (oui, je sais...) de poils en tous genres (des fesses au crâne, des jambes aux torsos) marqueurs de genres, de pouvoirs, des âges, des pratiques sexuelles, liés aux dieux, à l’esthétique, à la société.

On apprend beaucoup, on rit aussi...



Revue :

■ POSITIF

La revue de référence des amateurs de Cinéma

Le n° de décembre contient plusieurs articles propres à intéresser les « amis » :

http://www.revue-positif.net/n658_files/sommaire.pdf

<http://www.revue-positif.net/Newsletter/046/sommaire.html>

■ **LA TRIBUNE DU COMMISSAIRE**, publication officielle du syndicat des commissaires de la Police nationale consacre son dernier numéro (n°135, octobre 2015) aux manifestations du 14 octobre « condamnés à l'inefficacité : le ras le bol » et analyse les raisons de la colère, les annonces du ministre de l'Intérieur et présente réactions et avis techniques des intéressés, sur la procédure pénale, le formalisme procédural, la lutte contre le trafic d'armes lourdes, les modalités de sortie ponctuelle des détenus le tout accompagné de sondages éclairants sur la perception de la police et son image dans le pays. À conserver dans vos archives...



■ **Les Cahiers de la Sécurité intérieure et de la Justice, n°33**

Vous y trouverez un article original sur Maurice Grimaud, directeur de la Sûreté nationale (avant son passage à la préfecture de Police)

Jean-Marc Berlière, «Maurice Grimaud. De la direction de la SN à la PP : le singulier parcours policiers d'un homme sans goût pour les affaires de police » (pp. 101-108)



LIREC
Lettre d'information sur les Risques et Crises

n°49 - décembre 2015

Le numéro 49 de la LIREC, lettre d'information sur les risques et les crises, est consacré à la sécurité alimentaire, ce numéro rassemble notamment des analyses croisées d'experts de l'IRIS, du CIRAD, ou encore de l'organisation humanitaire Action contre la faim.



Consultez la LIREC en ligne et téléchargez le PDF sur
www.inhesj.fr

[Téléchargez la Lirec 49](#)

Archives

■ Sur le front des archives, de l'espoir à la déconvenue

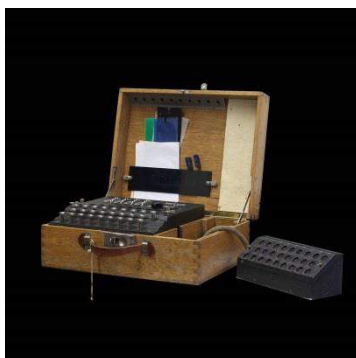
Depuis l'été, nous sommes passés de l'espoir d'une ouverture très libérale annoncée par le président de la République dans son discours le 8 mai à un blocage consternant.

Alors que diverses réunions de travail entre archivistes et délégués des ministères concernés avaient abouti à un projet de circulaire permettant un accès libéral aux archives judiciaires et policières (DST, etc...) postérieures à 1945 se rapportant à la période 1940-1945, le problème juridique posé par la déclassification des documents estampillés « secret » a été soulevé et a tout remis en cause.

En dehors de quelques avancées ponctuelles*, tout est pour l'instant bloqué.

*La DGSE déclassifie (un peu) ses archives (Archimag)

Le 03/12/2015 [Bruno Texier](#)



La Direction générale de la sécurité extérieure a annoncé la déclassification de ses fonds d'archives relatifs à la machine Enigma et à la présence française en Indochine.

A l'occasion d'une conférence de presse (la première de son histoire), la DGSE a annoncé la déclassification de deux fonds d'archives qui intéresseront les historiens spécialistes de l'histoire contemporaine. Le premier porte sur Enigma une machine de chiffrement et de déchiffrement développée par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale. Baptisé "Fond Bertrand", du

nom du général français qui a créé le service français du chiffre, ce corpus comprend 600 documents. Seules quatre pièces restent encore classifiées.

Le deuxième fond concerne la présence du SDECE (devenue DGSE en 1982) en Indochine et porte sur la période 1946-1956. Il représente 230 cartons soit 11 mètres linéaires. 226 cartons ont été déclassifiés, 217 rendus intégralement accessibles. Les chercheurs y trouveront la vision des services de renseignements français après la défaite de Dien Bien Phu en 1952 et le départ des forces françaises quelques mois plus tard.

Ces deux fonds sont désormais mis à disposition du public au Service historique de la défense à Vincennes (Val-de-Marne).

■ Fontainebleau c'est fini (?)

<http://www.leparisien.fr/fontainebleau-77300/fontainebleau-ils-manifestent-contre-la-fermeture-des-archives-nationales-03-12-2015-5336741.php>



Préavis de grève
Archives Nationales 1

■ La découverte de Budapest :

<https://fr.news.yahoo.com/hongrie-archives-lholocauste-dormaient-derri%C3%A8re-mur-dun-appartement-105138068.html>

<http://www.archimag.com/archives-patrimoine/2015/11/23/61-kg-archives-holocauste-mur-appartement-budapest>

■ Les archives et le 13 novembre

<http://www.archimag.com/vie-numerique/2015/11/23/attentats-200000-abonn%C3%A9s-compte-twitter-police>

<http://www.archimag.com/archives-patrimoine/2015/11/23/attentats-archives-municipales-saint-etienne-collectent-messages> +

■ Les lettres « caviardée » de Marie-Antoinette à Fersen déchiffrées :

<http://www.usinenouvelle.com/article/les-secrets-de-marie-antoinette-passes-aux-rayons-x.N367451>

■ Manuscrit de Chateaubriand : le notaire condamné.

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/12/10/01016-20151210ARTFIG00097-manuscrit-de-chateaubriand-le-notaire-condamne.php>

ARCHIVES / PHOTOGRAPHIES



[Errance en noir et blanc dans Paris sous le choc](#)

// [Photoreview](#)



Comme de nombreux photojournalistes, je suis venu en touriste à Paris ce 13 novembre pour visiter le salon Paris Photo. Et comme de nombreux photojournalistes, je me retrouve au milieu des attentats les plus sanglants qu'ait connus la France dans son histoire. Sauf que je n'ai pas apporté d'appareil photo...

- [Lire cet article](#)



[Attentats de Paris : le témoignage du photojournaliste Patrick Chauvel](#)

// [Photoreview](#)



Patrick Chauvel est photographe de guerre et parisien. Il était dans la capitale au moment des attentats du 13 novembre 2015 et nous livre ses impressions.

- [Lire cet article](#)



[Le cas de conscience des photographes du Bataclan](#)

// [Photoreview](#)



Le jour de l'attaque du Bataclan, vendredi 13 novembre, ils étaient sept photographes accrédités pour le concert des Eagles of Death Metal. Un concert de plus pour ces spécialistes de musique, qui sont des passionnés autant que des photographes.

- [Lire cet article](#)

■

[Emmanuel Wino : “J’ai eu envie qu’on se souvienne des sourires et du rock”](#)

// [Photoreview](#)



Emmanuel Wino est un photographe de concert. Il était au Bataclan le 13 novembre lors de la fusillade. Il vient de publier les clichés de la soirée, libres de droit, pour répandre l'idée que ce soir-là, avant la tuerie, la salle de concert était remplie de sourires.

- [Lire cet article](#)

■

[Attentats à Paris : « Ils sont restés comme ça cinq secondes et sont partis »](#)

// [Photoreview](#)



Benjamin Filarski a pris dimanche soir, rue de la Fontaine-au-Roi, un cliché qui a depuis fait le tour du monde. Le jeune homme de 22 ans se confie à 20 Minutes.

- [Lire cet article](#)

■ Pour ceux qui aiment le jaZz et la photographie :

[W. Eugene Smith's Time in The Jazz Loft](#)

// [American Photo](#)

■ [Fear and loathing in Venezuela :](#)

http://lens.blogs.nytimes.com/2015/12/09/fear-and-loathing-in-venezuela/?_r=0

COLLOQUES, CONFÉRENCES, SÉMINAIRES, journées d'études / APPELS À CONTRIBUTIONS/CALLS FOR PAPERS / ANNONCES DIVERSES...

■ CESDIP

11-13 janvier

« Le bracelet électronique : état des lieux, état des savoirs »



EM Symposium -
Programme.pdf



EM Affiche -
Poster.pdf

■ Le renseignement : planification, stratégie et prospective - Séminaire METIS - saison 16, se



Domaine : Etats, institutions et société

Le renseignement : planification, stratégie et prospective

Lundi 14 décembre 2015

Information, renseignement et stratégie des grands groupes industriels

Intervenant : M. PAPAEMMANUEL (Airbus)

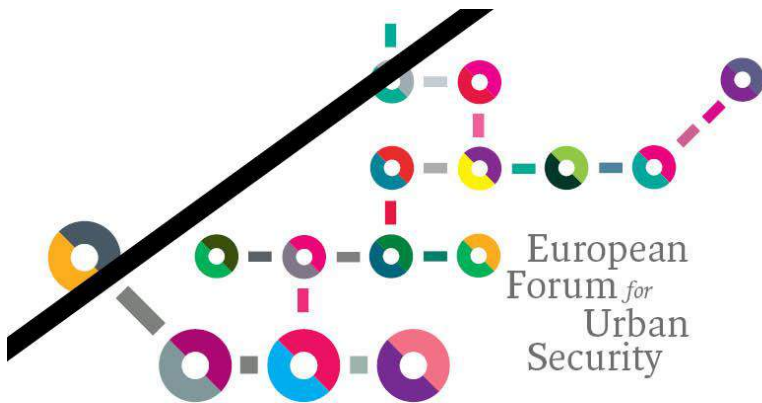
inscription obligatoire auprès de François DAVID (fdavid2@yahoo.fr).

- Les participants doivent donc se faire connaître vendredi midi au plus tard.
- **me communiquer la liste la veille au soir ou au plus tard lundi matin. Je dois la communiquer à l'appareteur et à l'agent de rez-de-chaussée,**
- **présentation obligatoire de sa carte de Sciences po ou de sa carte d'identité pour les extérieurs, pour la vérification d'identité et des sacs,**
- **accueil par le responsable du séminaire 10 minutes avant le début de l'enseignement.**

Toute personne non inscrite ou retardataire ne sera plus admise dans le bâtiment passée l'heure de début du colloque.

Toutes les séances auront lieu de **18h à 19h30** dans la **salle du Traité - 1er étage** du Centre d'histoire de Sciences
Jacob

■ Efus



[English version](#)

Les attentats ayant eu lieu à Paris et Saint-Denis, et ceux qui les ont précédés, constituent une

menace pour les principes constitutifs de notre société. Ils ne doivent pas nous faire céder à la peur et renoncer aux valeurs qui animent le réseau de l'Efus depuis plus de 25 ans. Plus que jamais, nous devons plaider et agir en faveur de la prévention, de la cohésion sociale et du respect des libertés fondamentales. Les membres de l'Efus travaillent au quotidien, sur leur territoire et à travers la coopération européenne, pour faire de la sécurité un bien commun partagé par tous. Poursuivons ensemble notre engagement.

Elizabeth Johnston, déléguée générale

Communiqué du Comité exécutif de l'Efus

Réunis le 17 novembre à Bruxelles, les membres du Comité exécutif de l'Efus ont souhaité réagir aux attentats survenus quelques jours auparavant à Paris et à Saint-Denis. Ainsi, ils rappellent la nécessité du travail en réseau et de la solidarité entre les villes. Ils soulignent aussi que, bien que les villes ne peuvent pas agir seules sur les causes fondamentales de l'émergence du terrorisme, les élus locaux et leurs équipes doivent en gérer les conséquences. Ils demandent à ce que le rôle des villes s'inscrive de façon plus complémentaire au sein d'un partenariat entre le niveau local, national et européen.

Lire le communiqué

Déclaration d'Aarhus - Les villes européennes face à la radicalisation menant à l'extrémisme violent

Une centaine de maires, élus et représentants locaux de 22 pays européens ont adopté une déclaration commune à l'occasion de la conférence internationale pour la prévention de la radicalisation menant à l'extrémisme violent, organisée par l'Efus et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe le 18 novembre 2015 à Aarhus. Ils appellent à une mobilisation des pouvoirs locaux, en concertation étroite avec les gouvernements nationaux, autour d'une alliance des villes européennes pour contrer la montée de la radicalisation et les actes de violence extrême qui en découlent.

Lire la déclaration

Visiter le site www.citiesagainstextremism.eu

Agir contre la radicalisation menant à l'extrémisme violent

Depuis deux ans, l'Efus mène une série d'activités pour renforcer les connaissances et les capacités des collectivités face à ce phénomène complexe et évolutif, notamment par le biais de la formation. Une formation de deux jours "[Prévenir la radicalisation](#)" est proposée par le Forum français pour la sécurité urbaine, en partenariat avec l'Efus, les 16 et 17 décembre 2015, à Paris.

[Voir les activités de l'Efus](#)

N'hésitez pas à contacter l'Efus si vous souhaitez participer ou suggérer d'autres activités et partenariats.

[illegible]

A propos du Forum européen pour la sécurité urbaine

Créé en 1987 sous les auspices du Conseil de l'Europe, le Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus, selon le sigle en anglais) est la seule organisation internationale non gouvernementale de collectivités territoriales consacrée à la sécurité urbaine. Rassemblant 250 collectivités locales de 16 pays, le réseau a pour objectifs de :

- > promouvoir une vision équilibrée de la sécurité urbaine, alliant prévention, sanction et cohésion sociale

- > soutenir les collectivités locales dans la conception, le développement et l'évaluation de leur politique locale de sécurité
- > faire reconnaître le rôle des autorités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales et européennes.

■ Nouvelles criminologiques : datas, Statistiques, conférences, colloques, publications...

(1) Violence Against Women in the EU Member States

New resource for quantitative criminology – data set of the first EU-wide survey on violence against women

The dataset of the first EU-wide survey on violence against women is now accessible for further use by researchers. The survey – carried out by the [European Union Agency for Fundamental Rights \(FRA\)](#) in 2012 – interviewed 42,000 women in the 28 European Union Member States based on a representative, random (probability) sample. The survey collected data on women's experience of physical, sexual and psychological violence, sexual harassment, stalking and violence in childhood, among other issues.

The dataset of the FRA violence against women survey is stored with the [UK Data Service](#), and it is available free of charge – see the [UK Data Service website](#) to find a description of the FRA violence against women survey dataset and the accompanying documents.

Detailed information on how the data was collected can be found in the [Technical Report](#) that accompanies the survey. In addition, the survey results can be accessed using the interactive online [data explorer](#) on the FRA's website. The FRA's own analysis of the survey data is available on the [FRA website](#) in the form of a comprehensive report.

Following the release of the violence against women survey dataset, FRA will be making available the datasets from its [other surveys](#) over the coming months. In each case FRA will closely examine the datasets to ensure the anonymity of respondents.

In case of any questions, please contact us at statistics&surveys@fra.europa.eu

(2) "Existing and Ongoing Body Worn Camera Research: Knowledge Gaps and Opportunities"

Report of the Center for Evidence Based Crime Policy at George Mason University

The CEBCP at George Mason University, in collaboration with the Laura and John Arnold Foundation, is proud to release ["Existing and Ongoing Body Worn Camera Research: Knowledge Gaps and Opportunities"](#) a report by Cynthia Lum, Christopher Koper, Linda Merola, Amber Scherer and Amanda Reieux.

This report organizes research questions examined in 12 existing and 30 ongoing studies on body worn cameras. By comparing this empirical body of research with a variety of knowledge sources from practice, this report identifies opportunities to improve the research evidence-base of body worn cameras for law enforcement and courts.

The research team will continue to update this review on CEBCP's technology webportal and carry out a systematic review when more research is completed. If you know of an ongoing research study that should be included, please contact the research team at clum@gmu.edu

(3) For everybody interested in International Criminal Law resp. European and International Human Rights Issues

You can sign-in for the Newsletter and other types of Information at the sub-homepage of the

European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR)

under: <http://www.ecchr.eu/en/newsletter.html>

(4) Free of Charge Download-Offer for a few weeks:

[Journal of Experimental Criminology](#)

March 2013, Volume 9, [Issue 1](#), pp 19-43

First online: 11 August 2012

A systematic review and meta-analysis on the effects of young offender treatment programs in Europe

- Johann A. Koehler
- , Friedrich Lösel
- , Thomas D. Akoensi
- , David K. Humphreys

[Download PDF \(339 KB\)](#)

-
In case of interest in several other articles in the Special Virtual Issue of the JExcrim, please follow that hyperlink:

http://www.springer.com/social+sciences/criminology/journal/11292?utm_campaign=CON27371_3&utm_medium=newsletter&utm_source=email&wt_mc=email.newsletter.8.CON27371.internal_3

(5) Recent Reports by United Kingdom Government Authorities or Institutions

[Consultation outcome: Revising the Victims' Code of Practice](#) *18 December, 2015 at 10:18am*

[Independent report: Former members of the armed forces and the criminal justice system](#) *17 December, 2015 at 10:21am* [Updated: Government response published.] Stephen Phillips' review of veterans within the criminal justice system.

[Official Statistics: Youth custody data](#) *11 December, 2015 at 09:30am* [Updated: Youth custody report for October 2015 published.] Monthly statistics on the population in custody of children and young people within the secure estate. The publication also contains more detailed information on the make-up of the custody population by legal basis for detention, accommodation type, age group, gender, ethnicity and region of origin. Data are also provided on a trend basis dating back to 2000 to 2001 and 2005 to 2006 onwards for more detailed data.

[Statement to Parliament: Review into the care and management of transgender offenders](#) *8 December, 2015 at 12:54pm* Written Statement made by The Parliamentary Under-Secretary of State for Justice, Minister for Women, Equalities and Family Justice (Caroline Dinenage).

[National Statistics: Race and the criminal justice system: 2014](#) *26 November, 2015 at 09:30am* This report compiles statistics from data sources across the Criminal Justice System (CJS), to provide a combined perspective on the typical experiences of different ethnic groups in England and Wales, 2014.

[Official Statistics: NOMS annual offender equalities report: 2014 to 2015](#)

26 November, 2015 at 09:30am Annual National Offender Management Service (NOMS) offender equalities statistics publication. The Equality Act 2010 lists **nine Protected Characteristics**: Age, Gender, Ethnicity, Disability, Sexual Orientation, Religion or Belief, Gender Reassignment, Marriage/Civil Partnership, and Pregnancy/Maternity.

[Official Statistics: Prison population projections](#)

26 November, 2015 at 09:30am [Updated: **New information added for 2015-2021.**] The latest National Statistics on prison population projections.

[Howard League for Penal Reform:](#)

Child arrests in England and Wales 2014

Research briefing, and other topics, under: <http://www.howardleague.org/?id=1522>

(6) Statistics and Official Reports on German Issues

German Federal Police Office = Bundeskriminalamt Wiesbaden

Facts and Figures:

http://www.bka.de/nn_194538/EN/TheBKA/FactsAndFigures/factsFigures_node.html?nnn=true

(National) Police Crime Statistics 2014 Wiesbaden 2015

http://www.bka.de/nn_194552/EN/Publications/PoliceCrimeStatistics/policeCrimeStatistics_node.html?nnn=true

International terrorism: How can prevention and repression keep pace?

Documents on the Bundeskriminalamt Autumn Conference from 18th to 19th November 2015.

http://www.bka.de/nn_195186/EN/Publications/AutumnConferences/2014/autumnConferences2014_node.html?nnn=true

Bässmann, Jörg: Perpetrators in the field of cyber-crime - A literature analysis. 2015

Summary in English, (4 pages)

[Download \(pdf/152 KB\)Perpetrators in the field of cyber-crime - A literature analysis](#)

Full Report in German, (100 pages)

http://www.bka.de/nr_258772/SharedDocs/Downloads/DE/Publikationen/Publikationsreihen/sonstigeVeroeffentlichungen/2015Taeter_20im_20Bereich_20Cybercrime_Eine_20Literaturanalyse.html

Financial Intelligence Unit - Annual Reports

In the context of the 9/11 world trade center attacks a number of new laws have been passed on the national and international level to fight money laundering and the financing of terrorist acts in order to progressively limit the offender's range of criminal options.

As a matter of fact a centre for reporting suspicious items has been created , internationally called Financial Intelligence Unit (FIU).

http://www.bka.de/nr_195184/EN/Publications/AnnualReportsAndSituationAssessments/FinancialIntelligenceUnitFiuGermany/financialIntelligenceUnitFiuGermany_node.html?_nnn=true

State of the Art on Drugs

The state of affairs on illegal drugs present in a concise manner all current updates concerning the state of the art and development in the field of drug delinquency.

http://www.bka.de/nr_195184/EN/Publications/AnnualReportsAndSituationAssessments/DrugsCrime/drugsCrime_node.html?_nnn=true

Lützing, Saskia: The Other Side of the Story.

A qualitative study of the biographies of extremists and terrorists. Wiesbaden 2012, 181 pages

[Download \(pdf/3689 KB\)The Other Side of the Story](#)

Other Reports/Studies in English Language can be accessed under:
http://www.bka.de/nr_195192/EN/Publications/Other/other_node.html?_nnn=true

(7) Conferences scheduled for the year 2016

7.1 [January 2016]

Third International Conference of the South Asian Society of Criminology and Victimology

This SASCV conference will be conducted during 28 - 29, January, 2016 at GOA, India.

The main theme of this Conference is

VIOLENCE AND VICTIMIZATION: NEW CHALLENGES FOR TRADITIONAL AND MODERN SOCIETIES.

Please visit www.sascv.org/conf2016 for further details.

K. Jaishankar, PhD <http://www.drjaishankar.co.nr>
Senior Assistant Professor. Department of Criminology & Criminal Justice
Manonmaniam Sundaranar University
Abhishekappatti, Tirunelveli 627 012
Tamil Nadu India <http://www.doccj.co.nr>

President - South Asian Society of Criminology and Victimology (SASCV) <http://www.sascv.org>

[February 2016]

Public Lecture in London on:

The 'good prison' redefined - The Mandela Rules

The School of Law, Royal Holloway University of London is delighted to be hosting Nick Hardwick, Her Majesty's Chief Inspector of Prisons, for an evening public lecture (followed by reception) on **Monday February 29th** (6.15pm). Please register (and find further details) for the event here:

<https://www.eventbrite.co.uk/e/the-good-prison-redefined-the-mandela-rules-tickets-18997596322>

Professor Rosie Meek PhD, CPsychol AFBPsSn, Head of the School of Law, Royal Holloway University of London Egham, TW20 0EX. Tel: 01784 276482. Email: r.meek@rhul.ac.uk [Webpage](#)

7.2 [March 30 and April 1, 2016]

BRITISH/IRISH SECTION OF THE EUROPEAN GROUP FOR THE STUDY

OF DEVIANCE AND SOCIAL CONTROL

Defending and Celebrating the Freedom to Dissent: Critical Social

Sciences and Praxis

University of Abertay, 31st March and 1st April 2016

The year 2016 marks the one hundredth anniversary of the constitution of the Spartacus League and the publication of the first issue of the 'Spartacus letters'. On the release of Rosa Luxemburg from

her imprisonment in February 1916, it was decided to establish an underground political organization called Spartakusbund (Spartacus League). The Spartacus

League publicized its views in its *Spartacus Letters* the first of whom was published in Berlin in January 1916. Rosa Luxemburg's understanding of freedom is as fundamentally important as ever, in 1918 she asserted: "Freedom is always the freedom of the dissenter."

At a time when Western 'value'-systems of order, legitimated violence as well as the intensification of global capitalism present "...the symbolic and pedagogical dimensions of a struggle that neoliberal corporate power has put into place..."(Giroux 2013:13) dissenting voices –like those represented by the 'Spartacus Letters' - are crucial; all the more so:"...as a market-driven media culture strives to please its corporate sponsors and attract the audiences it has rendered illiterate." (Giroux 2008: 164).

This conference therefore seeks to invite contributions on the general themes of power, representation and resistance in relation to:

- Synoptic management of perceptions of 'risk' and 'truth
- 30 years and counting: the Public Order Act (1986), harms and resistances
- 'Democracy' between mystification and reality
- The promotion of antisocial individualism, empathy and the struggle against global capitalism
- Visions of Anarchist and/or abolitionist Criminology
- Unmasking the postfeminist enterprise
- *Homo academicus* in a context of corporate excess
- Green-cultural criminology: 'rupturin normalcy' (Ferrell, 2001)
- The 'political anatomies' of contemporary neoliberal harms: corporate

and state crimes

Papers on ongoing projects on these and related topics may also be submitted. For information and/or paper-proposals please contact

Monish Bhatia at m.bhatia@abertay.ac.uk

and Andrea Beckmann at abeckmann94@outlook.com

The deadline for the submission of abstracts is 22nd January 2016.

7.3 [April 2016]

10th CEP Conference on Electronic Monitoring in Europe (Latvia)

Date: 19-21 April 2016. **Place:** Riga, Latvia

More Details under:

<http://cep-probation.org/10th-cep-conference-on-electronic-monitoring-in-europe-latvia/>

Regional resp. Interregional Conferences on this issue

are being scheduled as follows:

Berlin, Germany: 25 January, 2016

Utrecht, the Netherlands: 11 February, 2016

Brussels, Belgium: 18 February, 2016

Brussels, Belgium: 25 February, 2016

London, UK: 17 March, 2016.

Details see under: <http://erneu.leeds.ac.uk/erneu-conferences-workshops/>

7.4 [June, 2016]

CALL FOR PRESENTERS: IIRP Latinoamérica is proud to host the

20th World Conference of the International Institute for Restorative Practices.

General Theme: *Restoring Connections: Justice, Education, Community*

June 6-7, 2015 in San José, Costa Rica.

The IIRP chose Costa Rica as the host country to bring international attention to the pioneering work of its justice system, where restorative conferences are being facilitated by judges for both adult and juvenile offenses. In addition, San José provides a central location for highlighting other innovative work being done by governments, schools, foundations and community-based organizations throughout Latin America. The conference will include sessions in Spanish and English, and some bilingual sessions with live translation.

To submit a proposal please visit: <http://costarica2016.iirp.edu/call-for-presenters/>

7.5 [June, 2016]

International Conference on CyberCrime and Computer Forensics (ICCCF)

Simon Fraser University Harbour Centre Campus, Vancouver, B.C. Canada, 12-14 June 2016

Simon Fraser University is co-hosting the ICCCF 2016 in cooperation with the Institute of Electrical and Electronic Engineers (IEEE) and the Asia Pacific Association of Technology and Society (APATAS).

Keynote speakers for ICCCF 2016 include Benoit Dupont, Scientific Director of Smart Security Network, from the University of Montreal; Thomas Holt, an internationally recognized computer hacking and malware researcher from the University of Michigan; Susan Brenner, a professor of cyber law and technology at the University of Dayton, Ohio; and Gary Perkins, the Executive Director and Chief Information Security Officer for the Information Security Branch of the B.C. Government.

A block of 60 rooms has been set aside at the Delta Vancouver Suites Hotel, which is immediately adjacent to the SFU Harbour Centre conference facilities. Room rates are \$195 a night, considered very attractive for a centrally located, four star hotel in downtown Vancouver. These rooms will be released to conference delegates on a first come, first served basis.

The call for papers closes on January 29th, 2016. Qualified papers will be considered for indexing and publication in the IEEE's Xplore Digital Library. The conference will also have a poster session, and several student panels where students will be invited to present papers on "open" topics related to cybercrime and computer forensics.

For further information on the conference, and/or to register or submit a paper, please go to the official conference website at: <http://www.apatas.org/icccf/icccf-2016/>

7.6 [June, 2016]

Stockholm Criminology Symposium 2016

The general theme for next year's symposium, scheduled for June 14-16, 2016, is

Parents, peers and prevention.

The last day to submit abstracts is February 26th.

The call for papers, and further details can be found in the **attached PDF-file**.

7.7 [July, 2016]

International Society for Research on Aggression (ISRA) World Meeting in Sydney, Australia July 19-23, 2016.

ISRA is a truly interdisciplinary society consisting of psychologists, sociologists, anthropologists, criminologists, geneticists, historians, neuroscientists, animal researchers, and public health researchers. The meeting usually attracts about 200-300 participants, so it's small enough to really get to know people and have meaningful discussions. You can watch a humorous (and somewhat embarrassing for Wayne and me) promotional video about the upcoming conference and Australia here: <https://youtu.be/dPou3FrKUgM>

For more information, visit the ISRA 2016 webpages here http://www.iec.mq.edu.au/research/cfrc/isra_2016/ or email Tom Denson t.denson@unsw.edu.au or Wayne Warburton wayne.warburton@mq.edu.au

Abstracts for proposed symposia, talks and posters can be sent to Tom or Wayne – submission details and deadlines are on the website. Come to ISRA 2016. If you have always wanted to visit Australia – now you have the opportunity! The conference is going to be great, and the exchange rate is very favourable for most countries. Register now at <http://www.trybooking.com/145228>. Watch a video about it here: <https://www.youtube.com/watch?v=dPou3FrKUgM> Please share this with anyone you think might be interested. Cheers, Tom Denson & Wayne Warburton Tom Denson, Associate Professor, UNSW School of Psychology. UNSW SYDNEY NSW 2052 AUSTRALIA T: +61 (2) 9385 1305 F: +61 (2) 9385 3641 <http://www.psy.unsw.edu.au/contacts-people/academic-staff/associate-professor-tom-denson>

7.8 [August, 2016]

The International Police Executive Symposium – IPES cordially invites you to the

27th Annual Meeting in Washington DC, USA, August 8-13, 2016, which is being hosted by George Washington University (GWU) on the theme of

"Urban Security: Challenges for 21st Century Global Cities"

If you wish to make a presentation in the meeting, organize a panel of papers or a roundtable, please contact Program Chair, Professor Dr. Frederic Lemieux of GWU at: ipes2016chair@ipes.info.

If you do not wish to present, you are welcome as a "Discussion Participant" - just take part in discussion and dialogue with a global assembly of distinguished police practitioners and researchers who will participate in the conference.

All registered and paid participants as well as their registered and paid significant others are provided free hotel accommodations in the luxurious campus of GWU, excellent meals, authentic cultural entertainment including sightseeing, a subscription to Police Practice and Research: An International Journal (PPR) for one year and participation in post-conference publications which include a book,

and a Special Issue of PPR, if approved through blind peer review. Please contact Dr. Bruno Meini, Executive Assistant to President, for registration and logistics at: brunomeini@ipes.info

You are also invited to contribute to Police Practice and Research: An International Journal - PPR, which is affiliated with IPES, read over 45 countries in the world and is published from the United Kingdom (Routledge/Taylor and Francis). IPES offers you also opportunities for taking part in two book series. Please refer to: Advances in Police Theory and Practice; and Interviews With Global Leaders in Police, Courts and Prisons

Further details can be found under: <http://ipes.info/>

■ Prix Gabriel Tarde 2015

(Prix francophone de criminologie, géré par l'AFC et financé par le Ministère de la Justice)

Le Prix Gabriel Tarde a été attribué à Lucie Bony pour sa thèse *De la prison, peut-on voir la ville ? Continuum carcéral et socialisation résidentielle*

La prison, comme lieu atypique et milieu hors norme, est généralement perçue comme un isolat, qui crée une discontinuité dans son territoire d'implantation. En articulant des approches sociologique et géographique, cette thèse montre au contraire l'existence d'un continuum territorial entre le milieu carcéral et les milieux résidentiels d'origine des détenus. Celui-ci est appréhendé à différentes échelles et à partir de données quantitatives et qualitatives. Une étude statistique et cartographique permet d'identifier et de qualifier les milieux résidentiels d'origine des détenus en Île-de-France : elle dégage les structures démographiques et sociales, écologiques et spatiales du système de lieux que forme la prison avec ces lieux urbains. Des entretiens avec des détenus et d'anciens détenus ont également été réalisés dans une maison d'arrêt de banlieue parisienne et dans quelques-uns de leurs quartiers d'origine. Les récits recueillis relatent leurs expériences résidentielles avant, pendant et après leur séjour en prison, et donnent à voir de manière synchronique et diachronique leur vécu de la discontinuité entre l'intérieur et l'extérieur. Une analyse croisée de ces récits, assortie d'observations du quotidien en détention, montre le pouvoir dont disposent les détenus pour participer à la territorialisation de l'espace carcéral et comment ce pouvoir et les modalités de son exercice sont en partie déterminés par des logiques extérieures à l'institution (le peuplement des établissements pénitentiaires, le passé résidentiel et les réseaux relationnels des détenus).

Expositions, festivals...

■ « LE SECRET DE L'ÉTAT : SURVEILLER, PROTÉGER, INFORMER, XVIIIE-XXE SIÈCLES »

Archives Nationales,
Hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois.
4 Novembre 2015 — 28 Février 2016

Sur le Net et ailleurs

■ Un site d'un intérêt constant

Newsletter du blog [Résistance polonaise en Saône-et-Loire](#) !

Cet email s'affiche mal ?
[Cliquez ici pour voir la version en ligne.](#)

Lettre d'automne

Bonjour à tous,

Parler d'une autre guerre est-il vraiment bienvenu en ces jours d'effroi ? ... ou bien rappeler qu'on s'approche de la date anniversaire (le 13 décembre) d'un certain état de guerre en Pologne (il y aura 34 ans). Preuve en tout cas que le mot peut recouvrir des réalités bien différentes, mais que toujours il renvoie à des moments de grande souffrance.

Pour cette mise à jour, je vous propose deux articles :

L'un a trouvé son inspiration dans de récentes visites aux archives départementales de Côte-d'Or (on aura l'occasion d'y revenir) et il traite d'un groupe de polonais de la Wehrmacht qui désertèrent en passant par Autun, ajoutant une page méconnue aux péripéties de la Libération de la ville.

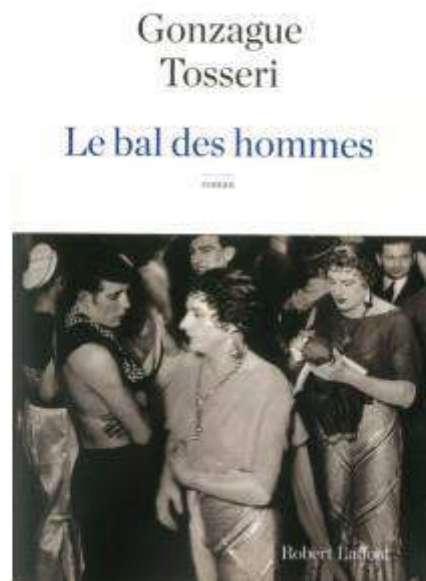
L'autre est sans doute d'un plus grand intérêt historique, car il lève le voile sur ce que fut le destin de certains cadres de la résistance communiste après leur retour en Pologne. Il est une suite de la biographie du chef du maquis FTP-MOI de Saône-et-Loire, Mieczyslaw Bargiel, et raconte "sa seconde vie".

Bonne lecture !

Gérard Soufflet

Dans le noir du roman...

■ Gonzague Tossier, *Le Bal des hommes*, Robert Laffont, 2015



Un livre à quatre mains, une histoire policière qui plonge de belles et longues racines dans l'histoire (de la guerre 14 au 6 février 1934 en passant par l'assassinat d'Oscar Dufrenne, le propriétaire du Palace), du Paris « gay » de l'entre-deux-guerres, un style original et une écriture séduisante... Ajoutez à cela un portrait disons « décalé » de flic de la mondaine, une intrigue totalement extravagante qui tient davantage de la BD (hard !) que du réalisme...

Présentation éditeur :

Des bars coloniaux de la rue de Lappe aux établissements de bains de la rue Saint-Lazare, des promenoirs du Gaumont, sur les Grands Boulevards, aux pissotières de la gare du Nord, des michetonneurs de la porte Saint-Martin aux masseurs de la Folie-Méricourt, tout ce que Paris comptait de vénalité mâle connaissait les ciseaux de ses grandes jambes et la manière singulière que Blèche avait de fondre sur ses proies pour les interroger, en les fixant avec intensité. Ses collègues de la Mondaine étaient réputés pour leur habitude de jouer aux idiots avec les tauliers, de finasser, d'insinuer qu'ils en savaient plus qu'ils paraissaient en dire, à croire qu'on leur avait enseigné que les menaces sont plus lourdes et les dégelées plus terrorisantes quand elles sont pratiquées par des flics à l'air bonasse. Blèche, lui, posait des questions brèves et tranchantes, qui sortaient à une vitesse stupéfiante de sa bouche sans que cela fût vaciller ses moustaches noires. " Une nuit de 1934, un inconnu pénètre dans le zoo de Vincennes, abat et émascule deux fauves avant de prendre la fuite. Les autorités sont convaincues que les pénis tranchés vont alimenter un trafic d'aphrodisiaques destiné aux homosexuels parisiens. L'affaire est confiée à l'inspecteur Blèche. Cet homme glacé, doté d'une intelligence supérieure, est chargé à la Brigade mondaine de surveiller les " invertis ". Son enquête le conduira à exhumer de dangereux secrets dans le " gay Paris " des années 1930, monde extraordinaire à jamais disparu.

Svetlana ALEXIEVITCH

Son prix Nobel lui apportera -je l'espère- les millions de lecteurs que son œuvre mérite, mais j'en profite pour recommander la lecture de livres bâtis sur des récits montés comme une polyphonie de voix étouffées qui permettent de plonger au plus profond de l'expérience humaine.

La Fin de l'Homme rouge, Actes sud, prix médicis essai, 2013 (sur la fin de l'URSS)

La Supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse (JC Lattès, 1997)

Les Cercueils de zinc (Bourgeois, 1989) (le retour des jeunes soldats russes d'Afghanistan).

FAQ :

Pour ceux qui recevraient cette « Lettre aux amis... » pour la première fois :

Q/ Comment et pourquoi suis-je destinataire de cette *Lettre* ?

R/ Si vous ne l'avez pas demandé vous-même, il y a de fortes chances que vous ayez été « balancé » par un/des ami(s) : cherchez le(s)quel(s)... mais ne comptez pas sur nous pour vous le dire !

Q/ Je ne suis pas un ami de la police ! (ton offusqué voire scandalisé)

R/ et apparemment pas un ami de l'humour non plus !

Cette « *Lettre* » (dont le titre est inspiré de la rubriques « Deux mots aux amis » d'un journal libertaire du début du XX^e siècle) parfaitement informelle et à fréquence

irrégulière, a pour but de diffuser les informations – publications de livres ou d'articles, soutenances de thèses, colloques ou journées d'études – en rapport avec l'histoire, la recherche, la réflexion, les archives et sources... concernant peu ou prou le domaine policier (gendarmerie comprise !), la justice, le crime, le renseignement, la justice...

Il n'est donc pas nécessaire d'aimer la police (ou la gendarmerie) pour en être destinataire : s'intéresser à l'histoire d'institutions qui jouent un tel rôle dans l'Histoire et occupent une place si délicate dans la démocratie, suffit...

⇒ Ceci dit si vous ne voulez plus figurer sur la liste des destinataires, rien de plus simple : répondez à ce courriel avec la mention « STOP ! »

en revanche si vous connaissez des gens susceptibles d'être intéressés par ces nouvelles, n'hésitez pas, soit à leur faire suivre ce courriel, soit à nous transmettre leurs adresses électroniques (voir 1.).

La *Lettre* existe depuis 2008.

Pour consulter les *Lettres des dernières années*, il suffit d'aller sur le site CRIMINOCORPUS en cliquant sur ce lien :

<http://criminocorpus.hypotheses.org/category/politeia>

Pour les *Lettres* antérieures à 2011, il suffit de les demander par mél.

Dernier détail : le rédacteur de ce courriel ne saurait tout connaître de ce qui paraît et se fait dans ces domaines ... ce qui explique les éventuelles lacunes et absences ... La *Lettre* ne fonctionnerait pas sans « information » ! ... Bien évidemment et conformément à la déontologie policière l'anonymat des « correspondants » (toujours « honorables ») est une règle d'or ! Merci de me signaler parutions, colloques, etc... qui peuvent intéresser les « amis » et merci aux « amis » qui me font suivre les informations intéressantes...

jMb